

Cote du document: EB 2019/126/R.22/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 6 d) ii)
Date: 2 mai 2019
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République du Rwanda pour la mise en œuvre du Projet d'irrigation et de gestion intégrée des bassins versants du district de Kayonza – phase I

Numéro du projet: 2000002229

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Sara Mbago-Bhunu
Directrice régionale de la
Division de l'Afrique orientale et australe
téléphone.: +39 06 5459 2838
courriel: s.mbago-bhunu@ifad.org

Francesco Rispoli
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2725
courriel: f.rispoli@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Cheffe de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration— Cent vingt-sixième session
Rome, 2-3 mai 2019

Pour: **Approbation**

Tables des matières

Équipe d'exécution du projet	i
Sigles et acronymes	ii
Carte des zones d'intervention du FIDA au Rwanda	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte du pays et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés de l'expérience	3
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zones d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes/résultats et activités	4
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	6
E. Coût, avantages et financement	6
III. Risques	10
A. Risques liés au projet et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classification des risques climatiques	10
D. Soutenabilité de la dette	10
IV. Mise en œuvre	11
A. Cadre organisationnel	11
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	12
C. Plans de mise en œuvre	12
V. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VI. Recommandation pour approbation	13

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework

Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directeur de pays /Chargé de programme pays:	Francesco Rispoli
Responsable technique du projet:	Mawira Chitima
Responsable de la gestion financière:	Virginia Cameron
Spécialiste de l'environnement et du climat:	Paxina Chileshe
Juriste principale:	Purificación Tola Satue

Sigles et acronymes

CGES	cadre de gestion environnementale et sociale
DTS	droits de tirage spéciaux
EIES	évaluation des impacts environnementaux et sociaux
KIIWP	Projet d'irrigation et de gestion intégrée des bassins versants du district de Kayonza
MINAGRI	Ministère de l'agriculture et des ressources animales
RAB	Conseil rwandais de l'agriculture et du développement des ressources animales
UUEP	unité unique d'exécution du projet

Carte des zones d'intervention du FIDA au Rwanda



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA; 26/03/2019

République du Rwanda

Projet d'irrigation et de gestion intégrée des bassins versants du district de Kayonza – phase I

Résumé du financement

Institution initiatrice:	Fonds international de développement agricole
Emprunteur:	République du Rwanda, représentée par le Ministère des finances et de la planification économique
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et des ressources animales
Coût total du projet:	24,73 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	12,85 millions de DTS (équivalant à 17,8 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions très favorables
Montant du financement de l'action climatique par le FIDA:	8,3 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur:	5,42 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	1,53 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Sous la supervision directe du FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation formulée au paragraphe 62.

Proposition de prêt à la République du Rwanda pour la mise en œuvre du Projet d'irrigation et de gestion intégrée des bassins versants du district de Kayonza – phase I

I. Contexte

A. Contexte du pays et justification de l'intervention du FIDA

Contexte du pays

1. Le Rwanda est un pays à faible revenu et densément peuplé, qui compte 12,5 millions d'habitants. Il a une superficie totale de 26 338 km², dont 18 095 km² de terres considérées comme arables. Ce pays a connu une stabilité politique au cours des deux dernières décennies et cette stabilité, associée à la bonne gouvernance et à des politiques cohérentes, a permis de créer un environnement politique propice à la réussite des programmes de développement. En outre, l'économie du pays enregistre un taux de croissance de 7,9% par an, depuis le début du siècle. Au cours de cette même période, le PIB est passé de 242 à 729 USD par habitant et son taux de pauvreté a été ramené de 60 à 39%.
2. La pauvreté demeure un problème majeur, en particulier dans les zones rurales¹. Selon des estimations officielles, 19% des ménages sont en proie à l'insécurité alimentaire et 38% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique.
3. Le secteur agricole s'est révélé être un élément essentiel de la réduction de la pauvreté. Il emploie environ 70% de la population, fournit 91% des denrées alimentaires consommées dans le pays, procure 70% des recettes d'exportation et représente 32,7% du PIB. Au Rwanda, l'agriculture se caractérise par de petites unités de production, résultant de la forte pression qu'exerce la population sur les ressources naturelles. Environ 80% de la population rurale est constituée d'exploitants qui pratiquent une agriculture de subsistance et sont majoritairement tributaires des systèmes d'agriculture non irriguée. Moins de 6% seulement des terres cultivées sont irriguées.
4. La terre, elle-même, est fragile en raison du relief montagneux, de la finesse de la couche de terre et de la faible couverture végétale. À cause de la pression démographique, la population occupe des zones marginales, entraînant le surpâturage et une forte érosion, voire l'épuisement du sol, auxquels s'ajoute la grande vulnérabilité des communautés rurales aux changements climatiques et aux chocs y afférents.
5. L'amélioration du secteur agricole au cours de la décennie précédente s'explique, en grande partie, par des interventions dans les domaines de la gestion foncière, de la fourniture d'intrants et de l'irrigation. Les initiatives visant à renforcer le système intégré agriculture-élevage demeurent essentielles. L'accroissement continu de la culture vivrière et de la production de biens à valeur élevée, ainsi que les gains de productivité qui l'accompagne, est indispensable pour transformer le secteur, principalement axé sur l'agriculture de subsistance, en un secteur orienté vers le savoir, la concurrence et le marché. Dans la plupart des documents

¹ En milieu rural, 43% de la population vit sous le seuil de pauvreté, contre 22% en milieu urbain.

phares relatifs aux politiques publiques, le développement durable de l'agriculture irriguée constitue un facteur clé pour relancer la production et la productivité agricoles.

Aspects relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

6. **Changements climatiques.** Du fait des changements climatiques, le Rwanda connaît des sécheresses fréquentes et récurrentes survenant en milieu de saison. Les provinces du nord et du sud sont touchées par de graves glissements de terrain et par une forte érosion des sols dus aux graves inondations, tandis que la province de l'est, notamment le district de Kayonza, enregistre régulièrement des épisodes de sécheresse qui entraînent une baisse de la production agricole et déciment le bétail.
7. **Genre.** L'inégalité entre les sexes demeure une préoccupation majeure dans les zones rurales, où les attitudes patriarcales traditionnelles persistent. Bien que les femmes, peu scolarisées et peu alphabétisées (23%), constituent le gros de la main-d'œuvre (86%), elles sont confinées à une agriculture de subsistance et ont des compétences limitées, un accès restreint aux marchés et un faible contrôle sur les terres.
8. **Jeunes.** Plus de 50% de la population a moins de 20 ans et la moyenne d'âge est de 22,7 ans. Le taux de chômage, un problème majoritairement urbain, est relativement faible chez les jeunes (4,1%). Le taux d'inactivité des jeunes (37%) est principalement lié à la situation de cette catégorie de la population: ils sont encore en formation (75%) ou subviennent aux besoins de leur famille (16%). Deux tiers des jeunes actifs travaillent dans le secteur agricole, qui se caractérise par une faible productivité, de faibles rémunérations et des conditions de travail précaires.
9. **Nutrition.** Près de 38% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique et les retards de croissance demeurent un problème majeur de santé publique. Selon les estimations officielles, 19% des ménages souffrent d'insécurité alimentaire, souvent liée à l'instabilité des revenus ruraux, à l'accès limité aux terres, au fait de ne pas posséder de bétail et à des événements, comme les mauvaises récoltes et les pénuries saisonnières, qui peuvent limiter l'accès à la nourriture.

Justification de l'intervention du FIDA

10. En 2016, la province de l'est a été frappée par une grave sécheresse qui a exacerbé les difficultés déjà rencontrées par les agriculteurs concernant la pression foncière, la perte de fertilité des sols et la faible participation à la planification du développement rural. Plus de 47 000 ménages se sont retrouvés en situation d'insécurité alimentaire dans cette province, et le Gouvernement rwandais a dû fournir aux districts touchés une aide alimentaire et de l'eau pour abreuver le bétail.
11. Parallèlement à sa stratégie d'atténuation des catastrophes provoquées par la sécheresse grâce à une meilleure mobilisation des ressources en eau inexploitées, le Gouvernement a demandé au FIDA d'élaborer un nouveau projet de développement intégré de l'irrigation et des bassins versants, qui concernerait surtout le district le plus gravement touché, à savoir Kayonza.
12. Le projet ferait également fond sur l'expérience acquise dans le cadre de la mise en œuvre du projet, récemment achevé, de gestion communautaire des bassins versants de Kihere, un district voisin. Ce projet a permis de ramener le taux de pauvreté de 54 à 37% de la population pour la période 2008-2016.

B. Enseignements tirés de l'expérience

13. La conception du projet s'appuie sur les points forts et les enseignements tirés du Projet de gestion communautaire des bassins versants de Kirehe et des projets en cours d'exécution, à savoir le Projet d'amélioration des revenus ruraux grâce aux exportations, le Projet d'appui aux activités après-récolte et aux entreprises agroalimentaires résilients face au climat et le Projet de développement de la production laitière au Rwanda. Ces enseignements sont les suivants:
- a) la concentration des activités dans un seul district a permis au personnel des collectivités locales de jouer un rôle actif à différents échelons de l'administration;
 - b) un facteur essentiel pour garantir la durabilité de la gestion des bassins versants est l'adoption d'une approche intégrée et participative pour élaborer, mettre en œuvre et suivre les plans de gestion des bassins versants. Le renforcement des organisations d'usagers de l'eau destinée à l'irrigation, et d'autres structures décentralisées, a suscité un sentiment d'appropriation au niveau communautaire et a favorisé une bonne gestion des infrastructures;
 - c) des partenariats stratégiques et des approches novatrices sont essentiels pour promouvoir l'égalité des sexes et la participation des jeunes aux activités agricoles. Le Forum d'agroentreprises pour les jeunes est un partenaire essentiel pour la participation des jeunes aux activités du secteur agricole. Le Système d'apprentissage interactif entre les sexes a permis aux femmes et aux hommes d'accéder, de façon plus équitable, aux débouchés économiques et aux processus décisionnels et de mieux répartir la charge de travail;
 - d) l'unité unique d'exécution du projet (UUEP), dont le personnel a été recruté à l'issue d'un concours et qui est chargé de la mise en œuvre des projets financés par le FIDA, permet un démarrage rapide des projets et des décaissements sans délai.

II. Description du projet

A. Objectifs, zones d'intervention et groupes cibles

14. L'objectif général du projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté dans la province orientale du Rwanda qui est sujette à la sécheresse. L'objectif en matière de développement est d'améliorer durablement la sécurité alimentaire, ainsi que les revenus de 50 000 ménages ruraux, et de renforcer leur résilience aux changements climatiques.
15. Le Projet d'irrigation et de gestion intégrée des bassins versants du district de Kayonza (KIIWP) sera mis en œuvre en deux phases. Cette démarche par phases se justifie par le fait que le KIIWP1 doit non seulement répondre à la requête urgente du Gouvernement rwandais de s'attaquer aux problèmes liés à la sécheresse dans les plus brefs délais, mais également réaliser l'étude de faisabilité et l'évaluation des impacts environnementaux et sociaux (EIES) et valider les systèmes d'irrigation, avant l'aménagement d'un grand système d'irrigation et l'appui au développement des activités agricoles au titre du KIIWP2.
16. La zone cible du projet est le district de Kayonza, dans la province orientale du Rwanda. Ce projet sera mis en œuvre dans huit des 12 secteurs que compte la zone en question, à savoir Gahini, Kabare, Kabarondo, Murama, Murundi, Mwiri, Ndego et Rwinkwavu qui sont sujets à la sécheresse. Il s'agit de zones relativement chaudes où la pluviométrie est faible comparativement au reste du pays, avec une moyenne de 900 millimètres par an. Les ménages font face à un sérieux problème de pénurie d'eau pendant pratiquement toute la saison sèche, malgré l'important potentiel d'irrigation. Plus des trois quarts de la population

active totale pratiquent l'agriculture qui constitue leur principale activité économique et source de revenus.

17. Le projet ciblera les ménages ruraux démunis, en butte à l'insécurité alimentaire, figurant dans les catégories *Ubudehe* ci-après du système national de classification socioéconomique: la catégorie 1 – les familles ne possédant pas de maison ou ne pouvant pas payer de loyer, qui ont une mauvaise alimentation et n'ont guère les moyens d'acheter des ustensiles ménagers de base et des vêtements; la catégorie 2 – les familles qui possèdent un logement ou sont capables de louer une maison, qui arrivent généralement à se nourrir et gagnent un salaire en travaillant pour autrui, le plus souvent à temps partiel; et la catégorie 3 – les familles qui ont un emploi et les agriculteurs dont l'activité ne se limite pas à l'agriculture de subsistance, mais fournit un excédent commercialisable. La stratégie de ciblage reconnaît le caractère hétérogène du groupe cible et tient compte des mesures spécifiques permettant de toucher les personnes les plus démunies, les femmes et les jeunes.

B. Composantes/résultats et activités

18. La durée d'exécution du KIIWP1 sera de deux ans et demi et celle du KIIWP2 de trois ans et demi, ce qui porte la durée d'exécution totale du projet à six ans. Les deux phases seront subordonnées à des processus d'approbation et de financement distincts, et le KIIWP2 sera soumis à l'approbation du Conseil d'administration, une fois que les conditions stipulées au paragraphe 22 auront été remplies.
19. Ainsi, ce rapport présente l'intégralité du projet, mais il ne donne des informations sur le KIIWP1 que pour approbation.
20. Le KIIWP1 comprend deux composantes:
- i) **Composante A: accroissement de la résilience à la sécheresse.** Ce volet permettra d'investir dans la réhabilitation des bassins versants, le développement des infrastructures d'alimentation en eau pour le bétail et les besoins à usage domestique, ainsi que dans la mise en place d'institutions efficaces de gestion des infrastructures. Des plans de gestion environnementale et sociale précis, y afférents, seront élaborés au cours de la mise en œuvre. Des études de faisabilité et des EIES seront réalisées pour quatre projets d'irrigation dans le district. En outre, 5 000 hectares feront l'objet d'études destinées à préparer une réserve de projets de systèmes d'irrigation, prêts à l'investissement.
 - ii) **Composante B: développement institutionnel et coordination du projet.** Ce volet concernera les services de soutien institutionnel, administratif et de gestion, nécessaires à la mise en œuvre des deux composantes techniques précitées. Au nombre des principales interventions figurent: i) le renforcement des capacités du personnel chargé de la mise en œuvre, qui relève de l'UUEP aux échelons local et national; ii) la prise en compte des femmes et des jeunes. On privilégiera les possibilités d'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques, de stratégies ou de réglementations nationales, relatives aux interventions du projet.
21. Les principaux résultats et produits attendus du KIIWP1 sont les suivants:
- i) 11 250 personnes déclarent avoir un meilleur accès à la terre et à l'eau, à des fins de production;
 - ii) 1 400 hectares de terres font l'objet d'une gestion à l'épreuve des changements climatiques, dont 21 000 personnes tirent profit;
 - iii) 35 infrastructures (réservoirs d'eau et forages situés dans les vallées) sont construites dans des zones pluviales;
 - iv) des systèmes d'irrigation pour 2 275 hectares, prêts à l'investissement, tout comme une réserve de projets pour l'irrigation d'environ 5 000 hectares;
 - v) 49 groupes bénéficient d'un appui pour gérer durablement les ressources naturelles et les risques liés au climat;

- vi) contribution à l'élaboration ou à la mise en œuvre de politiques nationales pertinentes.
22. Les éléments déclencheurs sont définis sous forme de conditions, de manière à passer du KIIWP1 au KIIWP2, comme suit:
- a) les études de faisabilité recensent les systèmes d'irrigation qui sont viables et durables sur les plans financier, économique, environnemental et social;
 - b) un examen satisfaisant des études de faisabilité, des EIES et du plan d'action de réinstallation, préparé par une tierce partie;
 - c) les EIES et les plan d'action de réinstallation sont diffusés à l'échelon communautaire et national et sur le site web du FIDA pendant 120 jours au moins;
 - d) l'établissement d'un budget et l'engagement du Gouvernement rwandais à mettre en œuvre le plan d'action de réinstallation et tout autre plan de gestion environnementale et sociale, retenus à l'issue de l'EIES;
 - e) la révision du rapport de conception et du manuel d'exécution du projet pour prendre en compte les conclusions relatives au KIIWP1.
23. La haute direction du FIDA vérifiera si ces conditions ont été remplies, avant de soumettre le KIIWP2 à l'approbation du Conseil d'administration.
24. Les composantes et activités prévues, au titre du KIIWP2, qui seront présentées plus en détail, sont les suivantes:
- i) **Composante A: accroissement de la résilience à la sécheresse.** Ce volet va promouvoir une agriculture adaptée aux changements climatiques sur les terres irriguées et pluviales, grâce aux écoles pratiques d'agriculture, aux bonnes pratiques nutritionnelles et au Système d'apprentissage interactif entre les sexes. Il comportera des investissements dans l'aménagement d'infrastructures d'irrigation et de marécages.
 - ii) **Composante B: appui au développement d'exploitations agricoles.** Ce volet renforcera les compétences organisationnelles et entrepreneuriales des agriculteurs: i) en développant l'agriculture en tant que compétence commerciale; ii) en préconisant des technologies de mécanisation, de stockage après récolte et d'irrigation, adaptées à la petite agriculture; iii) en soutenant les liens en amont et en aval de la production.
 - iii) **Composante C: développement institutionnel et coordination du projet.** Cette composante continuera à soutenir le projet, tel qu'il est décrit dans le cadre du KIIWP1.
25. Les principaux résultats attendus à la clôture du KIIWP2 sont les suivants:
- i) l'amélioration de l'accès, pour 225 000 personnes, aux terres, aux forêts, à l'eau et aux plans d'eau à des fins de production; ii) 2 275 hectares de terres agricoles équipées d'infrastructure hydrauliques; iii) 5 350 hectares de terres agricoles qui font l'objet d'une gestion et de pratiques résilientes aux changements climatiques; iv) 55 institutions de gestion des infrastructures ayant une capacité accrue en matière de gestion durable des ressources naturelles et des risques climatiques; v) l'utilisation accrue par les agriculteurs, y compris les jeunes, de technologies, d'équipements et d'infrastructures adaptés à la petite agriculture; vi) les avantages économiques accrus pour les agriculteurs, du fait de leur participation aux marchés.

C. Théorie du changement

26. La théorie du changement du KIIWP1 repose sur la situation dans laquelle se trouvent les agriculteurs et les éleveurs de la zone cible. Les problèmes recensés sont les suivants: i) les changements climatiques; ii) la pression démographique;

- iii) le stockage limité et la faible disponibilité de l'eau; vi) les mauvaises récoltes dans le domaine de l'agriculture de subsistance; v) le nombre limité de projets d'irrigation prêts à l'investissement; vi) la participation insuffisante des agriculteurs à la planification du développement rural; vii) la faible capacité technique et organisationnelle du personnel du district.
27. Ces facteurs entraînent une dégradation des bassins versants, des conflits entre les usagers de l'eau, la perte du cheptel, la fourniture d'une aide alimentaire d'urgence, la réduction des investissements dans l'irrigation, un sens des responsabilités et un sentiment d'appropriation des ressources naturelles peu développés et l'absence d'une approche coordonnée pour soutenir la mise en œuvre du projet.
28. Selon la théorie du changement du KIIWP1, les petits exploitants amélioreront durablement leur sécurité alimentaire et leurs revenus, grâce à des interventions ciblées, à l'échelon du district ou du secteur. Cette théorie donne à penser que la possession de l'infrastructure par les bénéficiaires, combinée à l'approche de gestion intégrée des bassins versants adoptée dans le projet, garantiront la bonne gestion des ressources naturelles ainsi qu'un meilleur contrôle des risques liés au climat dans les zones cibles.

D. Alignement, appropriation et partenariats

29. Le projet contribuera à l'atteinte des objectifs de développement à long terme du Rwanda, définis dans la Vision 2020 et la Vision 2050, visant à transformer le pays, pour qu'il passe d'une économie à faible revenu, basée sur l'agriculture, à une économie axée sur le savoir et orientée vers les services, et qu'il acquiert le statut de pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2035. La stratégie à moyen terme du Gouvernement rwandais, devant servir à atteindre cet objectif, est résumée dans la seconde Stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté. Le projet est tout à fait conforme aux buts et aux objectifs du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, de la version provisoire du nouveau programme d'options stratégiques pour le pays couvrant la période 2019-2024, et des politiques, stratégies et plans d'action du FIDA.
30. En général, le KIIWP contribuera directement à la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable, notamment les objectifs 1 (Pas de pauvreté), 2 (Faim zéro), 5 (Égalité entre les sexes), 8 (Travail décent et croissance économique), 9 (Industrie, innovation et infrastructure), 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques), et 15 (Vie terrestre).
31. La mise en œuvre du projet s'appuiera sur les programmes et les activités d'autres partenaires ou organismes d'exécution, intervenant dans le même secteur ou dans la même zone, notamment la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Union européenne. Les partenaires qui peuvent collaborer avec le KIIWP1 sont le Ministère de l'agriculture et des ressources animales (MINAGRI), le Conseil rwandais de renforcement des capacités et des services à l'emploi et les projets en cours financés par le FIDA dans le pays.

E. Coût, avantages et financement

Coût du Projet KIIWP1

32. Le coût total du Projet KIIWP1 est estimé à 24,73 millions d'USD (22,2 milliards de RWF), dont 23,62 millions d'USD au titre des coûts de base et 1,11 million d'USD de provisions pour les imprévus physiques et financiers. Les coûts par composante du projet sont les suivants: i) accroissement de la résilience à la sécheresse: 21,32 millions d'USD (86,2%); ii) développement institutionnel et coordination de projets: 3,41 millions d'USD (13,8%).
33. Dans le cadre de la composante A, "Accroissement de la résilience à la sécheresse", la sous-composante A.1 ("Réhabilitation et protection des bassins versants") est en partie considérée comme relevant du financement de l'action climatique. Au titre du

projet, le montant total du financement de l'action climatique par le FIDA est préalablement établi à 8 263 396 USD², soit 46,4% du montant total du projet.

Tableau 1

Coût du projet par composante (et sous-composante) et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Bénéficiaires		Prêt du FIDA		Gouvernement		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
A. Accroissement de la résilience à la sécheresse								
1. Réhabilitation et protection des bassins versants	1 527,1	14,5	7 044,2	66,9	1 956,4	18,6	10 527,6	42,6
2. Développement de l'irrigation	-	-	6 929,6	70,1	2 961,4	27,4	9 891,1	40,0
3. Institutions de gestion des infrastructures	-	-	269,3	82,0	59,1	18,0	328,5	1,3
4. Plan de gestion environnementale et sociale	-	-	471,5	82,0	103,5	18,0	575,0	2,3
Sous-total: accroissement de la résilience à la sécheresse	1 527,1	7,2	14 714,7	69,0	5 084,4	23,8	21 322,1	86,2
B. Développement institutionnel et coordination du projet								
1. Appui institutionnel	-	-	227,2	82,0	49,9	18,0	277,1	1,1
2. Gestion et coordination du projet	-	-	2 849,2	90,9	285,7	9,1	3 134,9	12,7
Sous-total: développement institutionnel et coordination du projet	-	-	3 076,4	90,2	335,5	9,8	3 412,0	13,8
Total	1 527,1	6,2	17 791,1	71,9	5 416,0	21,9	24 734,1	100,0

Tableau 2

Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Bénéficiaires		Prêt du FIDA		Gouvernement ²		Total ⁴	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Équipement et matériel	-	-	2 501,6	80,0	625,4	20,0	3 127,0	12,6
2. Travaux	1 527,1	20,5	4 567,9	61,5	1 337,9	18,0	7 432,9	30,1
3. Véhicules	-	-	191,0	80,0	47,8	20,0	238,8	1,0
4. Consultations et services autres que les services de consultants	-	-	7 888,8	71,3	3 172,0	28,7	11 060,8	44,7
5. Formations et ateliers	-	-	854,6	82,0	187,6	18,0	1 042,2	4,2
6. Dons et subventions	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Salaires et indemnités	-	-	1 580,6	100,0	0,0	-	1 580,6	6,4
8. Coûts de fonctionnement	-	-	206,6	82,0	45,3	18,0	251,9	1,0
Total	1 527,1	6,2	17 791,1	71,9	5 416,0	21,9	24 734,1	100,0

² Selon les méthodes axées sur les ménages pour le financement du suivi de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, et en fonction des tableaux des coûts inclus dans le présent document.

Tableau 3
Coût du projet par composante et par année du projet
(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	2019		2020		2021		2022		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
A. Accroissement de la résilience à la sécheresse									
1. Réhabilitation et protection des bassins versants	3 140,0	54,3	5 043,6	46,4	1 719,0	22,5	-	-	9 902,6
2. Développement de l'irrigation	1 120,0	19,4	4 210,9	38,7	4 208,0	55,1	-	-	9 538,9
3. Institutions de gestion des infrastructures	144,1	2,5	94,6	0,9	77,3	1,0	4,0	0,9	319,9
4. Plan de gestion environnementale et sociale	-	-	350,7	3,2	203,4	2,7	-	-	554,1
Sous-total: renforcement de la résilience à la sécheresse	4 404,1	76,2	9 699,8	89,2	6 207,7	81,3	4,0	0,9	20 315,5
B. Développement institutionnel et coordination du projet									
1. Appui institutionnel	48,7	0,8	64,7	0,6	81,0	1,1	71,0	16,2	265,4
2. Gestion et coordination du projet	1 166,0	20,2	641,1	5,9	893,7	11,7	333,6	76,2	3 034,5
Sous-total: développement institutionnel et coordination du projet	1 214,8	21,0	705,9	6,5	974,7	12,8	404,6	92,4	3 299,9
Total des coûts de base	5 618,8	97,2	10 405,6	95,7	7 182,4	94,0	408,6	93,3	23 615,5
Imprévus physiques	107,0	1,8	151,0	1,4	86,0	1,1	-	-	334,0
Inflation:									
Locale	56,8	1,0	334,1	3,1	449,3	5,9	54,9	12,5	895,0
Importée	30,4	0,5	164,5	1,5	172,1	2,2	7,8	1,8	374,9
Sous-total: inflation	87,2	1,5	498,6	4,6	621,4	8,1	62,7	14,3	1 269,9
Dévaluation	(29,9)	(0,5)	(179,8)	(1,7)	(252,1)	(3,3)	(33,4)	(7,6)	(495,2)
Sous-total: imprévus financiers	57,3	1,0	318,8	2,9	369,3	4,8	29,3	6,7	774,7
Total des coûts du projet	5 783,1	100,0	10 875,4	100,0	7 637,6	100,0	437,9	100,0	24 734,1
Taxes	1 044,0	-	1 906,1	-	1 250,3	-	34,2	-	4 234,9
Change	3 072,9	-	5 611,7	-	3 559,5	-	117,0	-	12 361,0

Stratégie et plan de financement/cofinancement du projet

34. Le montant du prêt consenti par le FIDA au titre du KIIWP1 s'élève à 17,8 millions d'USD (71,9%). Le Gouvernement rwandais y contribuera à hauteur de 5,42 millions d'USD (21,9%), sous forme d'exonérations fiscales et de services de conseil pour les projets d'irrigation, et les bénéficiaires à hauteur de 1,53 million d'USD au total (6,2%), sous forme de travaux. Quant au KIIWP2, son coût est estimé à 59 millions d'USD (soit 53 milliards de RWF). Il devrait être financé par:
- le FIDA à concurrence de 26 millions d'USD, aux conditions de financement en vigueur au moment de l'approbation;
 - le secteur privé, pour un montant de 322 000 USD;
 - l'Organisation internationale du cacao, à hauteur de 246 000 USD;
 - le Gouvernement rwandais, pour un total de 9 millions d'USD (exonérations fiscales);
 - les cofinanceurs à concurrence de 22 millions d'USD au total;
 - les bénéficiaires qui apporteront une contribution de 2 millions d'USD.
35. Plusieurs partenaires de développement, en particulier l'Agence de coopération internationale de la République de Corée, mais aussi la Banque africaine de développement, le Fonds de l'OPEP pour le développement international, le Gouvernement espagnol et l'Union européenne, se sont montrés intéressés par le cofinancement du KIIWP2, une fois que les résultats de l'étude de faisabilité et les EIES auront été publiés. Au cas où le cofinancement serait insuffisant, des ressources pourraient être obtenues au titre de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (selon des modalités de financement à déterminer, sous

réserve du respect des procédures internes et de l'approbation ultérieure du Conseil d'administration).

Décaissement

36. Un compte libellé en dollars des États-Unis sera ouvert à la Banque nationale du Rwanda, spécialement pour recevoir le prêt du FIDA. Ce compte sera géré par l'UUEP, sous la supervision du Conseil rwandais de l'agriculture et du développement des ressources animales (RAB) et conformément aux procédures du Gouvernement rwandais. Un compte d'exploitation du projet, libellé en francs rwandais, sera également ouvert à la Banque nationale du Rwanda. Ces deux comptes seront reliés aux systèmes d'information de gestion financière intégrée, mais ne seront pas quotidiennement soumis à des contraintes de solde nul, au titre du compte unique du Trésor. Le compte d'exploitation en RWF sera utilisé pour les transactions en monnaie locale, alors que, pour les transactions en USD et pour les voyages ou les formations à l'étranger, il faudra obtenir l'autorisation du Comptable général pour retirer des dollars américains du compte désigné.

Résumé des avantages et analyse économique

37. L'analyse économique et financière du KIIWP1 montre que le projet serait profitable avec un taux de rentabilité interne de 15,74% et une valeur actuelle nette de 1,7 million d'USD, à un taux d'actualisation économique de 12%. Il ressort de l'analyse de sensibilité que la rentabilité économique de ce projet serait toujours satisfaisante, même si les coûts du projet augmentaient de 26%, si les avantages du projet diminuaient de 21% ou si les retombées positives se manifestaient avec deux ans de retard. Les avantages économiques découlent de l'augmentation de la valeur de la production agricole et de l'amélioration de l'accès à l'eau pour les usages domestiques et pour abreuver le bétail. Par ailleurs, au nombre des avantages, on peut citer: l'amélioration des conditions de vie et de la nutrition, les retombées positives du renforcement des capacités sur la communauté locale, et la réduction des pertes de terres grâce à la lutte contre l'érosion du sol.
38. L'analyse économique et financière globale indique que le KIIWP1 et le KIIWP2 sont financièrement avantageux pour les ménages ruraux qui se consacrent à la production agricole, avec un taux de rentabilité interne financière pour les agriculteurs allant de 20 à 27%, en fonction du système de production. Selon cette analyse de l'ensemble du Projet (KIIWP1 et KIIWP2), les résultats se révèlent satisfaisants avec un taux de rentabilité économique interne de 19,32% et une valeur actuelle nette de 12,5 millions d'USD, à un taux d'actualisation économique de 12%.

Stratégie de sortie et durabilité

39. La durabilité des retombées positives sera assurée par différents moyens. Le projet sera mis en œuvre par le RAB, par l'intermédiaire des équipes de district. Le secteur privé y sera associé dans les meilleurs délais. Les organismes publics sont des structures permanentes, qui seront à même reprendre les activités d'appui, une fois le projet achevé. Les organisations communautaires vont s'approprier les interventions menées dans le cadre de KIIWP et y seront associées dès le début; elles seront, en outre, formées à l'exploitation et à la gestion des installations.

III. Risques

A. Risques liés au projet et mesures d'atténuation

40. Les principaux risques liés au KIIWP1 et les mesures d'atténuation sont présentés en détail ci-après.

Tableau 4

<i>Principaux risques</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
Le Rwanda est exposé aux effets croissants des changements climatiques, comme en témoignent les longues périodes de sécheresse.	L'accroissement de la résilience à la sécheresse constitue un élément essentiel du projet.
L'étude de faisabilité et les EIES révèlent que certains des six sites d'irrigation proposés ne sont ni viables, ni exploitables, ni appropriés.	Dans le cadre du KIIWP1, des études de faisabilité et des EIES seront réalisées pour six systèmes d'irrigation potentiels, d'une part, et pour la préparation d'une réserve de projets d'irrigation, prêts à l'investissement, couvrant environ 5 000 hectares, d'autre part.
Concurrence entre les usagers de l'eau, en période de pénurie	Les investissements permettront d'accroître la quantité d'eau stockée et le nombre de forages pour le bétail. Le rôle des comités de gestion des eaux de retenue sera renforcé en ce qui concerne la gestion conjointe des ressources hydriques limitées.
Problèmes fonciers et conflits avec la population rurale sans terre ainsi qu'avec les propriétaires de bétail	Des levés cadastraux seront effectués et des plans de gestion sociale élaborés, en collaboration avec des personnes bénéficiant du projet, avant leur publication au niveau local. Des consultations auront lieu, en temps voulu, avec les éleveurs, afin de garantir l'accès aux pâturages. Les EIES recenseront les risques et les mesures d'atténuation particulières, dans le but d'éclairer la stratégie du projet.

B. Catégorie environnementale et sociale

41. En ce qui concerne la catégorie environnementale et sociale préliminaire, le projet est classé dans la catégorie A. Toutefois, les activités du KIIWP1 sont classées dans la catégorie B, étant donné que les interventions concernent essentiellement des études préparatoires portant sur les périmètres irrigués, la gestion intégrée des bassins versants et les activités de planification. Le KIIWP2, pour sa part, comprendra des investissements dans la collecte et le stockage de l'eau, le développement des infrastructures d'irrigation (superficie supérieure à 100 hectares) et l'aménagement des marécages, qui pourraient être classés dans la catégorie A.

C. Classification des risques climatiques

42. Selon la classification préliminaire, les risques climatiques sont élevés. L'analyse des risques climatiques fait partie du cadre de gestion environnementale et sociale, élaboré au titre du KIIWP. Ce cadre présente les principaux risques climatiques observés dans la région ainsi que leurs effets potentiels. Une analyse approfondie des risques liés au climat sera effectuée au cours des phases initiales de la mise en œuvre du projet, avant tout investissement. Au cours de cette analyse, d'autres mesures spécifiques d'adaptation aux changements climatiques seront prises, afin d'améliorer la résilience des bénéficiaires cibles et des systèmes agricoles.

D. Soutenabilité de la dette

43. En 2016 et au début de 2017, la croissance du Rwanda, tout en étant en deçà des normes historiques, s'est maintenue comparativement aux autres pays de la région, sa croissance en 2017 étant estimée à 5,2%. La toute dernière analyse de soutenabilité de la dette, réalisée par le Fonds monétaire international, considère le risque de surendettement du Rwanda comme étant faible. Le portefeuille de la dette extérieure de ce pays comprend surtout des prêts à des conditions favorables³, et ces prêts devraient rester la principale source de financement des projets publics.

³ Soixante-douze pour cent à la fin de juin 2017.

IV. Mise en œuvre

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

44. L'agence principale du projet sera le RAB, sous l'égide du MINAGRI. L'UUEP, relevant du RAB, sera chargée de sa mise en œuvre. Elle supervisera et coordonnera les activités du projet, mises en œuvre au niveau central et au niveau des districts. Un comité de pilotage du projet sera créé pour superviser ledit projet. Présidé par le Secrétaire permanent du MINAGRI ou son représentant, ce comité sera co-présidé par le Directeur général du RAB, et composé du Chef des services institutionnels du RAB et des représentants des ministères et institutions en lien avec la réalisation des objectifs de développement et du KIIWP1, notamment le Ministère des finances et de la planification économique.
45. Au niveau du district, le RAB déléguera la gestion quotidienne du KIIWP1 à une unité de coordination de projet, mise en place dans le district de Kayonza.
46. Les composantes du projet seront, avant tout, mises en œuvre par des fournisseurs de services et des partenaires d'exécution, dont le RAB. Les partenariats établis, tout comme les contrats conclus ou les mémorandums d'accord signés, seront renouvelables et tiendront compte des performances.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

47. **Gestion financière.** L'évaluation de la gestion des risques financiers indique que le Rwanda fait partie des pays à risque faible, doté de systèmes de gestion financière et de contrôles internes solides. En ce concerne la gestion financière, la mise en œuvre proposée repose sur les systèmes administratifs rwandais, réduisant de ce fait les autres exigences du FIDA.
48. Les systèmes, principes et procédures comptables que l'UUEP devra adopter seront conformes aux systèmes en vigueur dans l'administration rwandaise et figureront dans le manuel de procédures financières. Le KIIWP1 utilisera les systèmes intégrés d'information de gestion financière comme système de gestion financière, en y apportant quelques ajustements utiles à l'établissement de rapports conformes aux exigences.
49. **Passation des marchés.** La passation des marchés se fera conformément à la réglementation nationale, mais elle devra, en outre, respecter les exigences du FIDA, qui seront précisées dans la lettre à l'emprunteur et dans l'accord de financement. L'UUEP du FIDA s'occupera de la passation des marchés, à l'échelon national. Pour le Fonds, les compétences dans ce domaine sont satisfaisantes, par conséquent, au niveau des districts, ces opérations seront déléguées à la Division des entreprises du district et les procédures et processus nationaux y afférents seront suivis.
50. **Gouvernance.** S'agissant des facteurs de responsabilité, de transparence et de corruption des pouvoirs publics, le Rwanda a obtenu un score de 56 sur une échelle de 1 à 100, selon l'indice de perception de la corruption publié en 2018 par Transparency International, ce qui le classe au 48^e rang des 180 pays évalués. Le risque fiduciaire global du FIDA a été jugé faible, et les systèmes nationaux de gestion des finances publiques seront suivis. Les audits externes du KIIWP seront effectués par le Vérificateur général et seront rendus publics. Les états financiers de ce projet seront établis conformément aux normes comptables internationales pour le secteur public, et des informations supplémentaires seront fournies à la demande du Fonds. Au démarrage du projet, la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations, ainsi que les mesures à prendre pour sa mise en œuvre seront diffusées.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

51. La planification dépendra de la stratégie du projet, de son cadre logique et de son cadre plus général de résultats. Un projet de plan de travail et budget annuel sera élaboré à l'issue de consultations avec les partenaires d'exécution et les bénéficiaires, le cas échéant. Les plans de travail et budget annuels seront approuvés par le comité de pilotage du projet et soumis au FIDA pour avis de non-objection.
52. Le système de suivi-évaluation sera participatif et axé sur les résultats et prendra en compte les jeunes et la problématique femmes-hommes. Il permettra d'analyser la vulnérabilité des bénéficiaires aux changements climatiques. Ce système englobera des enquêtes initiales et finales, ainsi que d'autres études thématiques, si nécessaire. Il sera réglé sur le nouveau système de gestion de l'information du MINAGRI.
53. Une stratégie de gestion des savoirs sera élaborée pour la zone cible. Des réunions trimestrielles seront organisées pour discuter, avec les partenaires d'exécution, des progrès accomplis.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

54. Dans le cadre du KIIWP1, le potentiel des stations de pompage autonomes alimentées à l'énergie solaire, pour l'irrigation, sera minutieusement examiné. Si cette technologie est viable, elle pourra être reproduite, à plus grande échelle, dans d'autres régions du Rwanda. Des modèles innovants en rapport avec la propriété, la gestion et le financement de centrales solaires et des services d'approvisionnement en eau pour les agriculteurs seront étudiés. De plus, de petites pompes solaires seront installées sur les réservoirs situés au fond des vallées, pour l'abreuvement du bétail.

C. Plans de mise en œuvre

Plans de préparation à la mise en œuvre et de démarrage

55. Le FIDA et le Gouvernement rwandais veilleront à ce que leur mise en œuvre soit effective au démarrage, comme suit:

Tableau 5

	<i>Mesure</i>	<i>Partie/personne responsable</i>	<i>Date cible/engagements pris</i>
1	Achever le plan de travail et budget annuel et le plan de passation des marchés du projet, pour approbation par les autorités compétentes et le FIDA	UUEP/RAB	Avant le décaissement
2	Créer une UUEP, dirigée par un coordonnateur, avec un personnel dédié, recruté sur la base de contrats à durée déterminée, axés sur la performance	Directeur général/RAB	Au cours des six premiers mois
3	Actualiser le manuel de mise en œuvre du projet qui devrait comprendre un manuel de gestion financière complet et un plan comptable provisoire	UUEP/RAB	Au cours des six premiers mois
4	Mettre en place un comité de pilotage du projet, dirigé par le Secrétaire permanent auprès du MINAGRI	Secrétaire permanent /MINAGRI	Au cours des six premiers mois
5	Répertorier les codes de comptes et configurer les codes comptables pour satisfaire aux exigences en matière de comptabilité et de rapport du projet	UUEP/RAB/Équipe chargée des systèmes d'information de gestion financière intégrée – Ministère des finances et de la planification économique	Partie des activités de démarrage et permanentes

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

56. L'UUEP établira des rapports semestriels sur l'état d'avancement du projet, dans un format acceptable pour le FIDA. Ces rapports fourniront des informations sur l'état d'avancement du projet sur le plan physique et financier.
57. Il est prévu une mission de supervision et une mission de suivi chaque année. Une fois que les études de faisabilité et les EIES auront été achevées, lors de la mise en œuvre, les résultats du projet seront minutieusement examinés pour déterminer si les conditions sont réunies pour passer à la phase suivante et actualiser la conception du KIIWP2. Un appui supplémentaire à la mise en œuvre de la gestion financière sera fourni.
58. Le bureau de pays du FIDA jouera un rôle primordial dans la supervision du projet, en détectant régulièrement les goulots d'étranglement et les risques liés à sa mise en œuvre et à sa viabilité, tout en surveillant l'évolution de sa mise en œuvre.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

59. Un accord de financement entre la République rwandaise et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur pour la mise en œuvre de KIIWP1. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
60. La République du Rwanda est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
61. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation pour approbation

62. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera, à la République du Rwanda, un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à douze millions huit cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (12 850 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Gilbert F. Hougbo
Président

Negotiated financing agreement: "Kayonza Irrigation and Integrated Watershed Management Project"

(Negotiations concluded on 17 April 2019)

Loan No: _____

Project name: Kayonza Irrigation and Integrated Watershed Management Project ("the Project" or "KIIWP")

The Republic of Rwanda (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower has requested financing from the Fund for the purpose of financing the KIIWP;

WHEREAS, the Project shall be implemented in two phases;

WHEREAS, the Fund has agreed to provide a loan for the Project to finance the activities described in Schedule 1 to this Agreement ("Phase I" of the Project or "KIIWP1");

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), the Special Covenants (Schedule 3) and the General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as amended on December 2018, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions"). In the event of a conflict between this document and any of the Schedules, the provisions of this document shall take precedence.
2. All provisions of the General Conditions shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties otherwise agree in this Agreement.
3. The Fund shall provide a Loan (the "Financing") to the Borrower which the Borrower shall use to implement the KIIWP1 in accordance with the terms and conditions of this Agreement.
4. For the purpose of this Agreement:

"Phase I" or "KIIWP1" means the first phase of the Project, which corresponds to the period commencing on the date of entry into force of this Agreement and ending approximately 30 months later or on the Project completion date;

"Project completion date" means the date for completion of activities financed under KIIWP1;

"Phase II" or "KIIWP2" means the second phase of the Project as will be approved by the IFAD Executive Board;

"Phase Review" means the Phase Review described in Section C.4;

"Trigger Indicators" means the set of indicators directly linked to the results of the KIIWP1 which shall be the basis of review and shall need to be fulfilled to seek approval of Loan funds to implement the KIIWP2, as described in Section III paragraph 12 of Schedule 1.

Section B

1. The amount of the Loan is twelve million eight hundred fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 12 850 000).
2. The Loan is granted on Highly Concessional Terms, and shall be free of interest but bear a service charge of three fourths of one per cent (0.75%) per annum payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board. The principal is to be repaid at 4.5 per cent of the total principal per annum for years eleven (11) to thirty (30), and 1 per cent of the total principal per annum for years thirty first (31) to forty (40).
3. The Loan Service Payment Currency shall be the US Dollar.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 1 April and 1 October.
6. There shall be one Designated Account in USD, for the exclusive use of the Project opened in the National Bank of Rwanda. The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Account.
7. There shall be one Project Operations Account in Rwandan francs (RWF) opened by the Lead Project Agency in the National Bank of Rwanda.
8. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in an amount equivalent to approximately five million, four hundred and sixteen thousand US Dollars (USD 5 416 000) to cover taxes for the Project and feasibility studies for the Ndego Pumping Irrigation scheme.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Rwanda Agriculture and Animal Resources Development Board (RAB) under the Ministry of Agriculture and Animal Resources (MINAGRI) of the Borrower.

2. The following are designated as additional Project Parties: Local Administrative Entities Development Agencies (LODA), Rwanda Youth in Agribusiness Forum (RYAF) and any other parties deemed necessary by the Lead Project Agency.

3. The Project Completion Date shall be approximately thirty (30) months after the date of entry into force of this Agreement or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower and the Financing Closing Date will be established as specified in the General Conditions. The Agreement shall enter into force on the date of receipt by the Fund of the instrument of ratification.

4. *Phase Review.* The Fund shall carry out a review of KIIWP1 implementation once the feasibility studies and Environmental and Social Impact Assessments (ESIAs) will be finalized. Among other things, the Phase Review shall consider the successful achievement of Trigger Indicators indicated in Schedule 1 Section III paragraph 12, and make recommendations for moving to Phase 2. The findings of the Phase Review shall be the basis upon which the Fund shall decide whether to submit Phase 2 for approval of the IFAD Executive Board. The Borrower shall ensure that, should the Fund decide that the Project shall continue to the Phase II, the recommendations resulting from the Phase Review are implemented within the specified time therefor and to the satisfaction of the Fund.

Section D

The Loan will be administered and the Project supervised by IFAD.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of the right of the Borrower to request disbursements:

- (a) The Project Implementation Manual (PIM) and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of IFAD and IFAD, after consultation with the Borrower, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project; and
- (b) The Project Manager or other key Project staff (Heads of Financial Management, Procurement and M&E officer) have been removed from the Project without the prior consultation with the Fund.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The IFAD no objection to the final version of the PIM shall have been obtained;
- (b) The Project steering committee (PSC) shall have been established; and
- (c) The KIIWP1 Project Manager and key Project staff shall have been appointed as per Schedule 1 of this Agreement.

3. This Agreement is subject to ratification by the Borrower.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Ministry of Finance and Economic Planning

The Minister of Finance and Economic Planning
P.O. Box 158 Kigali
The Republic of Rwanda

For the Fund:

[click and type Title]
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower and shall enter into force as provided for in Section 13.01 of the General Conditions.

REPUBLIC OF RWANDA

[insert NAME of the Authorised Representative]
[insert his title]

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target population.* KIIWP's direct target groups will comprise about 50,000 poor and food insecure rural households (HH) representing 225,000 persons who belong to the poorest *Ubudehe* categories 1, 2 and 3.

2. *Project area.* The Project area comprises the eight drought-prone sectors of the District of Kayonza in the Eastern Province of Rwanda. These sectors, namely Gahini, Kabare, Kabarando, Murama, Murundi, Mwiri, Ndego and Rwinkwavu are relatively hot, with limited rainfalls - averaging 900 mm per year - compared to the rest of the country, but have good potential for irrigation.

3. *Goal.* KIIWP's Development Goal is to 'Contribute to poverty reduction in the drought prone Eastern Province of Rwanda'. The Development Objective is to 'Improve food security and incomes of 50,000 rural households on a sustainable basis' and build their climate resilience. KIIWP will improve the resilience of smallholder farmers to droughts and effects of climate change through increased levels of production and productivity of selected food and cash crops, livestock and improved market access and business development.

4. *Objectives.* The main expected outcomes and outputs of the Project include (i) improved access to land, forests, water and water bodies for production purposes; (ii) increased acreage of farmland under water-related infrastructure; (iii) increased acreage of farmland under climate resilient management and practices; (iv) increased capacity of smallholder farmers and local government to sustainably manage natural resources and climate-related risks; (v) enhanced use by farmers, including youth, of technologies, equipment and infrastructure adapted to smallholder agriculture; and (vi) increased farmers' economic benefits from market participation and increased sales.

5. *Components of KIIWP1.* KIIWP1 will revolve around (i) the catchment rehabilitation and protection of areas where rainfed agriculture is practised; (ii) the provision of water for livestock and domestic purpose in the most drought-prone sectors of Kayonza; (iii) the preparation of the feasibility studies and Environmental and Social Impact Assessments (ESIAs) for large irrigation schemes; and (iv) the formation and capacity building of sub-catchment committees, Water for Livestock User Organizations (WLUOs), district and scheme committees.

KIIWP1 will consist of two components: A) strengthening resilience to droughts, and B) institutional development and project coordination.

Component A: Strengthening resilience to droughts

For KIIWP1, this component will cover the catchment rehabilitation and protection in rainfed areas; all preparatory activities for the irrigation development; the urgently required infrastructure for livestock and domestic purposes; and to be done under KIIWP2.

Sub-component A.1: Catchment Rehabilitation and Protection. This sub-component will support investments in catchment rehabilitation through the following investments: (a) sub-catchment planning; (b) land husbandry in rainfed areas; and (c) construction of boreholes and valley tanks to supply water for livestock and domestic use. Specific ESIAs and Environmental and Social Management Plans (ESMPs) will be developed for each interventions under this subcomponent.

Sub-component A.2: Irrigation Development. Feasibility Studies (FS) and ESIA for Irrigation Schemes will be undertaken for four potential irrigation schemes in Kayonza District, namely:

- (a) Ndego Sector Irrigation Scheme Kibare (400 hectares), Humure (600 hectares) and Byimana (400 hectares).
- (b) Kabare Sector Irrigation Scheme, with a potential net area of 600 hectares to be irrigated at Gakoma.
- (c) Kanyeganyenge Dam and Irrigation Scheme with a potential command area of 150 hectares at Kabarondo.
- (d) Gishanda Dam and Irrigation Scheme with a potential command area of 125 hectares at Kabare, to benefit over 400 households.

The results of the ESIA's and the FS will determine the exact location of the interventions which may include areas outside the above identified sectors and District boundaries.

Irrigation schemes that are identified to be environmentally, socially, technically and financially viable will be developed under KIIWP2. Specific ESMPs for activities under KIIWP1 will be prepared during implementation as part of the feasibility studies and ESIA's, as the location of the sites are identified and prepared.

Sub-component A.3: Infrastructure management institutions. Formation and strengthening management committees: In order to ensure long-term sustainability, KIIWP1 will support the institutional development of management committees that will be responsible for coordinating the planning and implementation of activities in the catchment plans.

Capacity building will take place, covering three key areas: (i) governance; (ii) technical water management (operation and maintenance); and (iii) monitoring and exchange of experiences. The capacity building will be based on a participatory Farmer Field School approach. Some key features of the institutions are:

- *Scheme and District Steering Committees.* As per Ministerial Instructions the project will support the establishment and strengthening of Scheme and District-level Steering Committees to support and oversee the functioning of the Water User Organizations (WUOs) and ensure optimal use of developed land at irrigation scheme and District level.
- *Sub-Catchment management committees.* In line with the national policy, KIIWP1 will support the setting-up and strengthening of sub-catchment management committees in each watershed. These committees will put in place regulations on use, conservation, protection and management of water resources.

KIIWP1 will start with establishing the exact boundaries of the different catchments and sub-catchments in Kayonza District through Geographic Information System (GIS) mapping.

KIIWP1 will support the preparation of sub-catchment management plans, involving the sub-catchment committees in order to ensure water resources protection and conservation by all in an integrated approach.

- *Water for Livestock Users Organisations* will be established, and existing ones strengthened, to ensure the management and sustainability of boreholes and valley tanks.

Sub-component A.4: Implementation of Environmental and Social Management Plans. Under this subcomponent, environmental and social management plans as identified by the ESIA's will be implemented.

Component B: Institutional development and Project coordination

This component is designed to strengthen government agencies to deliver Project outputs and to support policy dialogue and institutional development that will sustain Project interventions beyond Project completion of both phases.

Sub-component B.1: Support to policy dialogue and enabling institutional environmentKIIWP1 will strengthen institutions that can directly or indirectly support the implementation and provide policy supports that are needed for the effective implementation of the Project. Key activities and interventions foreseen under this sub-component include the below activities:

- Capacity building interventions will be identified for KIIWP staff under the Single Project Implementation Unit (SPIU).
- Gender and youth mainstreaming. Poverty and gender and youth studies will be conducted at baseline and in the third year. Initial studies will be used by RAB in connection with the SPIU to strengthen the targeting strategy and prepare a brief gender and youth action plan for KIIWP1.
- Support for policy dialogue will be provided through an evaluation of implementation and impact of new or existing policies related to the Project activities with relevant national, and district level stakeholders. Support for water management policies will be through the implementation of the recently enacted policies and legislation including Ministerial Instructions on Land Development, Conservation and Exploitation of Developed Land for the formation and registration of WLUOs and district and steering committees. In addition, KIIWP1 will strive to raise specific policy discussion points meant to address identified bottlenecks in Rwanda's agricultural sector, such as:
 - (a) Support to national policy on contract farming, making use of the tools developed through the implementation of the Legal Guide on Contract Farming developed by UNIDROIT, FAO and IFAD;
 - (b) Analyze the factors affecting rice value chain that makes Rwandan rice less competitive with regional products;
 - (c) Current issues of availability and quality of seeds, including multiplication.

Sub-component B.2: Project management and coordination. The objective of this sub-component is to provide the coordination arrangements, including the financial and human resources that are needed for the implementation of the Project.

II. Implementation Arrangements

6. *Lead Project Agency.* The Lead Project Agency will be the RAB, under the auspices of MINAGRI. RAB Director General (DG) will consequently become the Chief Budget Manager (CBM) of the Project, together with Rwanda Dairy Development Project (RDDP) and Climate Resilient Post-Harvest and Agribusiness Support Project (PASP) that were transferred under it.

7. *Single Project Implementation Units (SPIU).* The SPIU will be responsible for overall Project implementation in consultation with other relevant national agencies and ministries to ensure consistency with national policies. The SPIU established at national

level will be composed of Project staff either seconded or recruited, and will be headed by the SPIU Coordinator. The SPIU will be accountable to the RAB Director General who will be the executive level head responsible for the strategic direction of the Project. The SPIU will be responsible for Project coordination and management of fiduciary issues in conformity with the standards and requirements agreed upon between Borrower and IFAD.

The SPIU coordinator in place will also oversee and coordinate KIIWP activities that will be implemented at both the central and district level. In addition to the existing SPIU staff performing cross-cutting functions of finance/accounting, monitoring and evaluation (M&E), procurement and administration, KIIWP staff will be recruited to support its implementation. The proposed KIIWP staff positions include: a Project Manager, an accountant, an M&E officer in charge also of gender and youth, an irrigation specialist, an electromechanical engineer, a civil engineer, an environmental and climate specialist, a safeguards compliance specialist, and a procurement officer.

8. *Project Steering Committee.* A Project Steering Committee will be established, chaired by the Permanent Secretary (PS), MINAGRI, or his/her nominee, and co-chaired by RAB DG, RAB Head of Corporate Services and representatives from ministries and institutions with direct relevancy to the achievement of KIIWP's goal and development objective including Ministry of Finance and Economic Planning (MINECOFIN).

The PSC will provide strategic guidance towards the achievement of Project objectives and contribute to the higher level sector policy and strategic goals. The PSC will also be responsible for review and approval of Annual Work Plan and Budgets (AWPBs) and annual reports.

9. *District-level Project Coordination Unit (PCU).* At the District level, day to day management of KIIWP1 will be implemented by a District-level Project Coordination Unit (PCU) within the District of Kayonza. The PCU will be the main executing agency of KIIWP1 at the district level. The following additional staff are proposed to supplement district capacity to provide public services: an accountant for initiating KIIWP transactions at district, a WUO/WLUO specialist, a land husbandry (soil and water conservation) engineer, a cooperative development officer, a horticulture specialist and an irrigation technician.

The Parties shall agree at Project start –up on the modalities and scope of District level activities and these will be reflected in the AWPB and in the PIM.

10. *Project Implementation Manual.* The Borrower will finalize the development of the Project Implementation Manual (PIM) for the Fund's consideration and approval. The PIM will include, inter alia, a comprehensive financial management section, will provide more details on roles and responsibilities of Project and implementing parties, the establishment of a grievance redress mechanism and include internal audit requirements. As KIIWP will be implemented in two phases, the revision of PIM is set as one of the conditions to proceed to the second phase. The PIM will be amended to incorporate the findings of KIIWP1, subject to approval by the Fund.

III. Project Phasing

11. *Phases.* The Project shall be implemented in two phases over a six years period. Phase I is estimated to have a duration of 2.5 years and Phase II a duration of 3.5 years. A Phase Review shall analyse the specific minimum indicators that shall be used as triggers for the confirmation, by the Fund, of funding for, and the subsequent detailed design of, the Phase 2 of the Project.

KIIWP1 will be devoted to the necessary preparatory works, ahead of the large irrigation infrastructure activities and farm business development support that will take place during KIIWP2 once the FS and ESIA's are completed and the irrigation schemes validated. Feasibilities studies and ESIA's are expected to be ready by December 2020. Some activities initiated in KIIWP1, like the capacity building of district & scheme committees, sub-catchment committees and WLUOs might be continued based on their status and strength assessed towards the end of KIIWP1.

The activities expected to take place in KIIWP2 will be fine-tuned according to the results of the FS and ESIA's to be produced and disclosed in accordance with the national environmental regulations and Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP) guidelines.

12. *Trigger Indicators.* During the Phase Review, the following specific minimum indicators ("Trigger Indicators") shall be reviewed and shall be the basis upon which the Fund shall decide whether to submit Phase 2 for approval of the IFAD Executive Board:

- (a) FSs identify irrigation schemes that are financially, economically, environmentally and socially viable and sustainable.
- (b) Third party satisfactory review of FSs, ESIA's and Resettlement Action Plans (RAPs).
- (c) ESIA's and RAPs are disclosed at local community level, national and IFAD website for a minimum 120 days.
- (d) Provision of a budget and commitment by the Government of Rwanda to implement the RAP and other ESMP activities identified by the ESIA's.
- (e) Revision of the Project Design Report (PDR) and PIM to incorporate the findings of KIIWP1.

13. *Phase II - KIIWP2.* The anticipated components and activities in KIIWP2 comprise:

- (a) Strengthening resilience to droughts: this component will promote climate smart agriculture for irrigated and rain-fed lands through Farmer Field Schools. It will include investment on water harvesting and storage, irrigation infrastructure development and marshland development. This component will also include the promotion of good nutritional practices and the Gender Action Learning System.
- (b) Support to farm business development: this component will assist farmers to take advantage of the investments made under the component on strengthening resilience to droughts by strengthening their organizational and entrepreneurial skills and improving their backward and forward linkages to access input, service and output markets.
- (c) Institutional development and project coordination: this component will continue supporting the project as described under KIIWP1.

Building up on KIIWP1, KIIWP2 will continue to focus on strengthening resilience to droughts as the first component (Component A). Potential irrigation development will comprise the Ndego Irrigation Scheme (net 1,400 hectares), Kibare Irrigation Scheme (net 600 hectares), Kanyeganyege Irrigation Scheme (net 150 hectares + dam), and Gishynda Irrigation Scheme (net 125 hectares + dam). Depending on the findings from KIIWP1 FS, other irrigation schemes will be developed in place of the above, if they are found to be unviable.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Allocation net of tax and other financiers' contribution, including Government
I. Goods	1 750 000	100%
II. Works	2 970 000	100%
III. Consultancies & non-consulting services	5 120 000	100%
IV. Training & Workshops	560 000	100%
V. Salaries & Allowances	1 030 000	-
VI. Operating Costs	140 000	100%
Unallocated	1 280 000	
TOTAL	12 850 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) "Goods" includes Equipment, Materials and Vehicles
- (ii) "Works" includes land husbandry and related materials and inputs
- (iii) "Consultancies" includes non-consulting services

2. *Disbursement arrangements.*

(a) *Start-up Advance.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of USD 150 000, limited to categories I (excluding Vehicles) and III. Activities to be financed by Start-up Advance will require the no objection from IFAD to be considered eligible.

(b) *Procurement arrangements:* The procurement of goods, works and services under the Project shall be conducted in accordance with the provisions of IFAD's Project Procurement Guidelines and Procurement Handbook as well as with the operational procedures and any other measures identified by IFAD.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Within 6 months of entry into force of the Financing Agreement, the Parties shall carry out an assessment of the alignment of the Integrated Financial Management Information System (IFMIS) to IFAD's financing reporting requirements and the Borrower shall commit to carrying out any necessary customization as required.

2. *Planning, Monitoring and Evaluation.* The monitoring and evaluation of environmental indicators will be further refined on the basis of the finding of the ESIA's and Feasibility Studies. The ESIA's shall include feasible and cost-effective measures to maximise opportunities and prevent or reduce significant negative impacts.

The following will be the key elements of the M&E system for KIIWP1: (i) an M&E manual detailing scope, organisation and contents of the M&E system; roles and responsibilities; how data (sex- and age-disaggregated where appropriate) will be collected, analysed, reported, used and otherwise managed; timeline for M&E-related activities; staffing and capacity building plan; budget; etc.; (ii) annual M&E plans; (iii) project results chain, results framework and log frame; (iv) management information system; (v) baseline and completion surveys; (vi) mid-term review; (vii) annual outcome surveys; (viii) continuous progress monitoring of activities and outputs; (ix) risk assessment; (x) thematic studies, e.g. on targeting, gender, youth, formation of WLUOs, etc.; (xi) IFAD ORMS reporting; and (xii) field visits and joint implementation reviews.

3. *Gender.* A Gender, Targeting and Community Mobilisation Officer has been appointed in the MINAGRI SPIU to coordinate the implementation of the gender and targeting strategies.

4. *Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP).* The Borrower shall ensure that the Project will be implemented in compliance with IFAD's SECAP and more specifically that the following measures shall be taken: (a) all Project activities are implemented in strict conformity with the Borrower relevant laws/regulations; (b) proposals for civil works include confirmation that no involuntary land acquisition or resettlement is required under the Project. In the event of unforeseen land acquisition or involuntary resettlement under the Project, the Borrower shall immediately inform the Fund and prepare the necessary planning documents; (c) women and men shall be paid equal remuneration for work of equal value under the Project; (d) recourse to child labour is not made under the Project; (e) the measures included in the Gender Action Plan prepared for the Project are undertaken, and the resources needed for their implementation are made available, in a timely manner; and (f) all necessary and appropriate measures to implement the Gender Action Plan to ensure that women can participate and benefit equitably under the Project are duly taken.

The Project will be coordinated through an Environmental and Social Management Framework (ESMF) to examine the risks and impacts of the proposed activities including potential environmental and social vulnerabilities. The ESMF summarizes a grievance redress mechanism to receive and facilitate resolutions of complaints from Project affected parties. The ESMF specifies the environmental and social management

requirements (including labour and working conditions, grievance redress system, health and safety).

To mitigate any adverse environmental and social impacts of the project, all watershed management schemes with a command area exceeding 100 ha will be subjected to an ESIA before funds are released for the specific investments.

5. *Anticorruption Measures.* The Borrower shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations, taking appropriate action to prevent, mitigate and combat Prohibited Practices.

6. *Use of Project Vehicles and Other Equipment.* The Borrower shall ensure that:

- (a) all vehicles and other equipment procured under the Component A of KIIWP1 are allocated to the SPIU and other Implementing Agencies for Project implementation;
- (b) The types of vehicles and other equipment procured under the Project are appropriate to the needs of the Project; and
- (c) All vehicles and other equipment transferred to or procured under the Project are dedicated solely to Project use.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators			Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
	Name	Baseline	KIIWP1	KIIWP1 + KIIWP2	Source	Frequency	
Outreach	Persons receiving services promoted or supported by the project						
	Total number of persons receiving services*	0	32,250	225,000			
	Corresponding number of households reached						
	Households - Number	-	7,167	50,000			
Project Goal Contribute to poverty reduction in the drought prone Eastern province of Rwanda	Number of female- and male-headed households that experience an increase in household assets			National statistics, household surveys incl. poverty & gender studies	Baseline and completion	SPIU	Increased income will be used on household improvements
	Households - Number	0	5,734	40,000			
	Number of children 0-5 years suffering from malnutrition			National statistics	Baseline, mid-term, completion	SPIU	Increased income accompanied by nutrition education and behaviour change will lead to greater availability of and access to a diversified diet and nutrient-rich crops/ food items.
	Stunting (children 0-5 years) - Percentage (%)	42.4%		30%			
Development Objective Improve food security and incomes of 50,000 households on a sustainable basis	Households with improved food security and income			National statistics, household surveys incl. poverty & gender studies	Baseline and completion	SPIU	Food security and incomes increase through a combined effect of increased crop and livestock production and improved market access. Government agriculture and SME policies remain in place over the project life (A)
	Total Number Households*	0		50,000			
Outcome 1 Farmers drought resilience strengthened	Number of persons reporting increase in production (CI 1.2.4)			Impact assessment report, Project reports	Baseline, mid-term, completion	SPIU/RAB /MINAGRI	The combined investments in infrastructure construction, organizational strengthening and support on agricultural practices lead to higher yields for crops and livestock (A).
	Total Number *	0		225,000			
	Number of persons reporting improved access to land, forests, water or water bodies for production purposes (CI 1.2.1)			Service provider report	Quarterly MTR Completion Report	SPIU/RAB	The planned project activities lead to improved access to water or water bodies.(A)
	Total Number *	0	11,250	225,000			
Output 1.1 Catchment rehabilitation and protection	Number of hectares of land brought under climate resilient management (CI 3.1.4)			Service provider report	Quarterly MTR Completion Report	SPIU/RAB	Climate-resilient management, including terracing and agro/forestry will be complemented by reforestation programmes under RWFA (A).
	Hectares (ha)	0	1,400	5,350			
	Number of valley tanks and boreholes constructed			Service provider report	MTR & Completion Report	SPIU/RAB	Assessment studies will find adequate sites suitable for borehole drilling
	Infrastructure - Number		35				

Results Hierarchy	Indicators	Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
Output 1.2 Irrigation development	Gross area of land covered by feasibility studies and ESIA's	Feasibility studies and ESIA's	MTR	SPIU/RAB	Assessment studies are implemented on time
	Hectares (ha)	0	7275		
	Number of hectares of farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated (CI 1.1.2)	Service provider report	Quarterly MTR Completion Report	SPIU/RAB	Assessment studies will find adequate sites suitable for rainwater harvesting
	Hectares (ha)	0	0	2,275	
Output 1.3 Infrastructure management institutions	Number of groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks (CI 3.1.1)	SPIU	Quarterly	SPIU/RAB	Local leadership is supportive, and all needs from different water users can be reconciled (A).
	Total number Groups**	0	49	55	
Output 1.4 Enhanced CSA and AH practices and technologies	Number of rural producers trained in production practices and/or technologies (CI 1.1.4)	Service provider report	Quarterly	SPIU/RAB	FFS training is provided to 800 groups under close supervision by RAB and District/Sector Agronomists (A)
	Total Number*	0		20,000	Increased production combined with targeted capacity building will lead to improved domestic diets and consequently nutrition
	Number of persons provided with targeted support to improve their nutrition (CI 1.1.8)	Service provider report	Quarterly	SPIU/RAB	
	Total Number *	0		25,000	
Outcome 2 Farm business development; Increased, sales and linkage of producers to services and markets	Number of rural producers' organizations reporting an increase in sales (CI 2.2.5)	Service provider report	Quarterly	SPIU/RAB	Cooperatives remain the focus for GoR support to development of SMEs and agricultural value addition (A) Favourable economic environment with attractive domestic/export prices (A)
	Total Number Groups***			20	
	Number of rural producers' organizations engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities (CI 2.2.3)	Service provider report	Quarterly	SPIU/RAB	Cooperatives will want to engage in formal agreements (A). Public or private entities are willing to engage with project (A).
	Total Number groups***			20	
Output 2.1 Development Farming as a Business Skills	Number of persons trained in Farming as a Business skills	Service provider report	Quarterly	SPIU/RAB	Farmers are interested in developing their operational and business development skills (A)
	Total Number *	0		20,000	
Output 2.2 Promotion of mechanization, PH storage and irrigation technologies adapted to smallholder agriculture	Number of persons provided with climate information services (CI 3.1.2)	Service provider report	Quarterly	SPIU/RAB	Detailed local climate information is accurate and available.
	Total Number***	0		Tbd	
Output 2.3 Supporting backward and forward market linkages	Number of target households reporting using rural financial services	Service provider report	Quarterly	SPIU/RAB	System of subsidies does not distort the financial services market (R)
	Total Number ****	0		25,000	
	Number of financial service providers supported in delivering outreach strategies, financial products and services to rural areas (CI 1.1.6)	Service provider report	Quarterly	SPIU/RAB	Financial institutions are ready to invest in irrigated agriculture and livestock keeping (A)
	Total Number			30	
	Number of formal supply contracts signed between cooperatives and traders/processors	Service provider report	Quarterly	SPIU/RAB	Cooperatives and traders/processors are interested in developing mutually beneficial business relationships (A)
	Total Number	0		20	

Results Hierarchy	Indicators			Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
Outcome 3 Policy dialogue and institutional environment	Number of national policies operationalized at local level			Rwanda Standards Board records	Bi-annually	SPIU	Budget for policy implementation is availed by GoR and capacity exists for operationalization at local level (A).
	Total Number	0	2				

Notes

Average household size in Eastern province is 4,5 - Project goal: an estimated 80% of beneficiaries increase their assets

* 50% women, 50% men and 30% youth

** 40% women, 60% men and 25% youth (in KIIWP1) and 30% youth (in KIIWP2)

*** % women and % men to be determined and 30% youth

**** 30% female-headed households and 30% youth-headed households